

Décret sur la constitution civile du clergé en annexe de la séance du lundi 12 juillet 1790

Citer ce document / Cite this document :

Décret sur la constitution civile du clergé en annexe de la séance du lundi 12 juillet 1790. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XVII - Du 9 juillet au 12 aout 1790. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1884. pp. 55-60;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1884_num_17_1_7560_t1_0055_0000_3

Fichier pdf généré le 08/09/2020

M. **Bouteville-Dumetz.** C'est au comité de constitution à s'occuper d'un semblable objet. Le renvoi au comité de constitution est ordonné. La séance est levée à 3 heures et demie.

PREMIÈRE ANNEXE

A LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU
12 JUILLET 1790.

*Décret sur la constitution civile du clergé,
du 12 juillet 1790.*

L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité ecclésiastique, a décrété et décrète ce qui suit, comme articles constitutionnels :

TITRE PREMIER.

Des offices ecclésiastiques.

Article 1^{er}. Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département.

Article 2. Les sièges des évêchés des quatre-vingt-trois départements du royaume seront fixés, savoir :

Cellui du :	
Département de la Seine-Inférieure.	à Rouen.
Département du Calvados	à Bayeux.
Département de la Manche	à Coutances.
Département de l'Orne	à Séez.
Département de l'Eure	à Evreux.
Département de l'Oise	à Beauvais.
Département de la Somme	à Amiens.
Département du Pas-de-Calais	à Saint-Omer.
Département de la Marne	à Reims.
Département de la Meuse	à Verdun.
Département de la Meurthe	à Nancy.
Département de la Moselle	à Metz.
Département des Ardennes	à Sedan.
Département de l'Aisne	à Soissons.
Département du Nord	à Cambrai.
Département du Doubs	à Besançon.
Département du Haut-Rhin	à Colmar.
Département du Bas-Rhin	à Strasbourg.
Département des Vosges	à Saint-Diez.
Département de la Haute-Saône	à Vesoul.
Département de la Haute-Marne	à Langres.
Département de la Côte-d'Or	à Dijon.
Département du Jura	à Saint-Claude.
Département de l'Ille-et-Vilaine	à Rennes.
Département des Côtes-du-Nord	à Saint-Brieuc.
Département du Finistère	à Quimper.
Département du Morbihan	à Vannes.
Département de la Loire-Inférieure	à Nantes.
Département de Maine-et-Loire	à Angers.
Département de la Sarthe	au Mans.
Département de la Mayenne	à Laval.
Département de Paris	à Paris.
Département de Seine-et-Oise	à Versailles.
Département d'Eure-et-Loir	à Chartres.
Département du Loiret	à Orléans.
Département de l'Yonne	à Sens.
Département de l'Aube	à Troyes.
Département de Seine-et-Marne	à Meaux.
Département du Cher	à Bourges.
Département du Loir-et-Cher	à Blois.
Département d'Indre-et-Loire	à Tours.
Département de la Vienne	à Poitiers.
Département de l'Indre	à Châteaurotx.
Département de la Creuse	à Guéret.

Département de l'Allier	à Moulins.
Département de la Nièvre	à Nevers.
Département de la Gironde	à Bordeaux.
Département de la Vendée	à Luçon.
Département de la Charente-Inf.	à Saintes.
Département des Landes	à Dax.
Département de Lot-et-Garonne	à Agen.
Département de la Dordogne	à Périgueux.
Département de la Corrèze	à Tulle.
Département de la Haute-Vienne	à Limoges.
Département de la Charente	à Angoulême.
Département des Deux-Sèvres	à Saint-Maixent.
Département de la Haute-Garonne	à Toulouse.
Département du Gers	à Auch.
Département des Basses-Pyrénées	à Orléon.
Département des Hautes-Pyrénées	à Tarbes.
Département de l'Arriège	à Pamiers.
Département des Pyrénées-Orient.	à Perpignan.
Département de l'Aude	à Narbonne.
Département de l'Aveyron	à Rodez.
Département du Lot	à Cahors.
Département du Tarn	à Alby.
Département des Bouches-du-Rhône	à Aix.
Département de la Corse	à Bastia.
Département du Var	à Fréjus.
Département des Basses-Alpes	à Digne.
Département des Hautes-Alpes	à Embrun.
Département de la Drôme	à Valence.
Département de la Lozère	à Mende.
Département du Gard	à Nîmes.
Département de l'Hérault	à Béziers.
Département de Rhône-et-Loire	à Lyon.
Département du Puy-de-Dôme	à Clermont.
Département du Cantal	à Saint-Flour.
Département de la Haute-Loire	au Puy.
Département de l'Ardèche	à Viviers.
Département de l'Isère	à Grenoble.
Département de l'Ain	à Belley.
Département de Saône et-Loire	à Autun.

Tous les autres évêchés existants dans les quatre-vingt-trois départements du royaume, et qui ne sont pas nommément compris au présent article, sont et demeurent supprimés.

Article 3. Le royaume sera divisé en dix arrondissements métropolitains, dont les sièges seront : Rouen, Reims, Besançon, Rennes, Paris, Bourges, Bordeaux, Toulouse, Aix et Lyon. Ces métropoles auront la dénomination suivante :

Celle de Rouen sera appelé :	métropole des côtes de la Manche.
Celle de Reims	métropole du nord-est.
Celle de Besançon	métropole de l'est.
Celle de Rennes	métropole du nord-ouest.
Celle de Paris	métropole de Paris.
Celle de Bourges	métropole du centre.
Celle de Bordeaux	métropole du sud-ouest.
Celle de Toulouse	métropole du sud.
Celle d'Aix	métropole des côtes de la Méditerranée.
Celle de Lyon	métropole du sud-est.

Article 4. L'arrondissement de la métropole des côtes de la Manche comprendra les évêchés des départements de la Seine-Inférieure, du Calvados, de la Manche de l'Orne, de l'Eure, de l'Oise, de la Somme, du Pas-de-Calais.

L'arrondissement de la métropole du nord-est comprendra les évêchés des départements de la Marne, de la Meuse, de la Meurthe, de la Moselle, des Ardennes, de l'Aisne, du Nord.

L'arrondissement de la métropole de l'est comprendra les évêchés des départements du Doubs, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, des Vosges, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de la Côte-d'Or, du Jura.

L'arrondissement de la métropole du nord-ouest comprendra les évêchés des départements de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan, de la Loire-Inférieure, de

Mayenne-et-Loire, de la Sarthe, de la Mayenne.

L'arrondissement de la métropole de Paris comprendra les évêchés de Paris, de Seine-et-Oise, d'Eure-et-Loire, du Loir-et-Cher, de l'Yonne, de l'Aube, de la Seine-et-Marne.

L'arrondissement de la métropole du centre comprendra les évêchés des départements du Cher, de Loir-et-Cher, de l'Indre-et-Loire, de la Vienne, de l'Indre, de la Creuse, de l'Allier, de la Nièvre.

L'arrondissement de la métropole du sud-ouest comprendra les évêchés des départements de la Gironde, de la Vendée, de la Charente-Inférieure, des Landes, de Lot-et-Garonne, de la Dordogne, de la Corrèze, de la Haute-Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres.

L'arrondissement de la métropole du sud comprendra les évêchés des départements de la Haute-Garonne, du Gers, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de l'Ariège, des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Aveyron, du Lot, du Tarn.

L'arrondissement de la métropole des côtes de la Méditerranée comprendra les évêchés des départements des Bouches-du-Rhône, de la Corse, du Var, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de la Drôme, de la Lozère, du Gard et de l'Hérault.

L'arrondissement de la métropole du sud-est comprendra les évêchés des départements de Rhône-et-Loire, du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Loire, de l'Ardèche, de l'Isère, de l'Ain, de Saône-et-Loire.

Article 5. Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français, de reconnaître, en aucun cas, et sous quelque prétexte que ce soit, l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siège serait établi sous la domination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués, résidant en France ou ailleurs : le tout sans préjudice de l'unité de foi et de la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Eglise universelle, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Article 6. Lorsque l'évêque diocésain aura prononcé dans son synode sur des matières de sa compétence, il y aura lieu au recours au métropolitain, lequel prononcera dans le synode métropolitain.

Article 7. Il sera procédé incessamment et sur l'avis de l'évêque et de l'administration des districts à une nouvelle formation et circonscription de toutes les paroisses du royaume. Le nombre et l'étendue en seront déterminés, d'après les règles qui vont être établies.

Article 8. L'église cathédrale de chaque diocèse sera ramenée à son état primitif d'être en même temps église paroissiale et église épiscopale, par la suppression des paroisses et par le démembrement des habitations qu'il sera jugé convenable d'y réunir.

Article 9. La paroisse épiscopale n'aura pas d'autre pasteur immédiat que l'évêque ; tous les prêtres, qui y seront établis, seront ses vicaires et en feront les fonctions.

Article 10. Il y aura seize vicaires de l'église cathédrale dans les villes qui comprendront plus de 10,000 âmes, et douze seulement dans celles où la population sera au-dessous de 10,000 âmes.

Article 11. Il sera conservé ou établi dans chaque diocèse un seul séminaire, pour la préparation aux ordres, sans entendre rien pré-

juger, quant à présent, sur les autres maisons d'instruction et d'éducation.

Article 12. Le séminaire sera établi, autant que faire se pourra, près de l'église cathédrale, et même dans l'enceinte des bâtiments destinés à l'habitation de l'évêque.

Article 13. Pour la conduite et l'instruction des jeunes élèves, reçus dans le séminaire, il y aura un vicaire supérieur et trois vicaires directeurs subordonnés à l'évêque.

Article 14. Les vicaire supérieur et vicaires directeurs seront tenus d'assister avec les jeunes ecclésiastiques du séminaire à tous les offices de la paroisse cathédrale, et d'y faire toutes les fonctions, dont l'évêque ou son premier vicaire jugeront à propos de les charger.

Article 15. Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du séminaire, formeront ensemble le conseil habituel et permanent de l'évêque, qui ne pourra faire aucun acte de juridiction, en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire, qu'après en avoir délibéré avec eux. Pourra néanmoins l'évêque, dans le cours de ses visites, rendre seul telles ordonnances provisoires qu'il appartiendra.

Article 16. Dans toutes les villes et bourgs qui ne comprendront pas plus de 6,000 âmes, il n'y aura qu'une seule paroisse ; les autres paroisses seront supprimées et réunies à l'église principale.

Article 17. Dans les villes où il y a plus de 6,000 âmes, chaque paroisse pourra comprendre un plus grand nombre de paroissiens, et il en sera conservé autant que les besoins des peuples et les localités le demanderont.

Article 18. Les assemblées administratives, de concert avec l'évêque diocésain, désigneront, à la prochaine législature, les paroisses, annexes, ou succursales des villes ou de campagne qu'il conviendra de resserrer ou d'étendre, d'établir ou de supprimer, et ils en indiqueront les arrondissements, d'après ce que demanderont les besoins des peuples, la dignité du culte et les différentes localités.

Article 19. Les assemblées administratives et l'évêque diocésain pourront même, après avoir arrêté entre eux la suppression et réunion d'une paroisse, convenir que dans les lieux écartés, ou qui, pendant une partie de l'année, ne communiqueraient que difficilement avec l'église paroissiale, il sera établi, ou conservé une chapelle, où le curé enverra les jours de fêtes et de dimanches un vicaire pour y dire la messe, et faire au peuple les instructions nécessaires.

La réunion qui pourra se faire d'une paroisse à une autre, emportera toujours la réunion des biens de la fabrique de l'église supprimée, à la fabrique de l'église ou se fera la réunion.

Art. 21. Tous titres et offices, autres que ceux mentionnés en la présente Constitution, les dignités, canonicats, prebendes, demi-prebendes, chapelles, chappellenies, tant des églises cathédrales, que des églises collégiales, et tous chapitres réguliers et séculiers de l'un et de l'autre sexe ; les abbayes et prieurés en règle, ou en commende, aussi de l'un et l'autre sexe, et tous autres bénéfices et prestimoniaux généralement quelconques de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit, sont, à compter du jour de la publication du présent décret, éteints et supprimés, sans qu'il puisse jamais en être établis de semblables.

Art. 22. Tous les bénéfices en patronage laïque

sont soumis à toutes les dispositions des décrets concernant les bénéfices de pleine collation ou de patronage ecclésiastique.

Art. 23. Sont pareillement compris aux dites dispositions tous titres et fondations de pleine collation laicale, excepté les chapelles actuellement desservies dans l'enceinte des maisons particulières par un chapelain ou desservant, à la seule disposition du propriétaire.

Art. 24. Le contenu dans les articles précédents aura lieu, nonobstant toutes clauses, même de réversion, apposées dans les actes de fondation.

Art. 25. Les fondations de messes et autres services acquittés présentement dans les églises paroissiales par les curés et par les prêtres qui y sont attachés, sans être pourvus de leurs places en titre perpétuel de bénéfices, continueront provisoirement à être acquittés et payés comme par le passé, sans néanmoins que, dans les églises où il est établi des sociétés de prêtres, non pourvus en titre perpétuel de bénéfices et connus sous les divers noms de filleuls, agrégés, familiers, communalistes, mepartistes, chapelains ou autres, ceux d'entre eux qui viendront à mourir ou à se retirer, puissent être remplacés.

Art. 26. Les fondations faites pour subvenir à l'éducation des parents des fondateurs, continueront d'être exécutées, conformément aux dispositions écrites dans les titres et fondations; et à l'égard des autres fondations pieuses, les parties intéressées présenteront leurs mémoires aux assemblées de département, pour, sur leur avis et celui de l'évêque diocésain, être statué par le Corps législatif, sur leur conservation ou leur remplacement.

TITRE II.

Nomination aux offices ecclésiastiques.

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir, la forme des élections.

Art. 2. Toutes les élections se feront par la voie du scrutin et à la pluralité absolue des suffrages.

Art. 3. L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite et par le corps électoral, indiqué dans le décret du 22 décembre 1789, pour la nomination des membres de l'assemblée de département.

Art. 4. Sur la première nouvelle que le procureur général syndic du département recevra de la vacance du siège épiscopal, par mort, démission ou autrement, il en donnera avis aux procureurs-syndics des districts, à l'effet par eux de convoquer les électeurs qui auront procédé à la dernière nomination des membres de l'assemblée administrative, et, en même temps, il indiquera le jour où devra se faire l'élection de l'évêque, lequel sera, au plus tard, le troisième dimanche après la lettre d'avis qu'il écrira.

Art. 5. Si la vacance du siège épiscopal arrivait dans les quatre derniers mois de l'année où doit se faire l'élection des membres de l'administration de département, l'élection de l'évêque serait différée, et renvoyée à la prochaine assemblée des électeurs.

Art. 6. L'élection de l'évêque ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche dans l'église principale du chef-lieu du département,

à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle seront tenus d'assister tous les électeurs.

Art. 7. Pour être éligible à un évêché, il sera nécessaire d'avoir rempli, au moins pendant quinze ans, les fonctions du ministère ecclésiastique dans le diocèse en qualité de curé, de desservant ou de vicaire, ou comme vicaire supérieur, ou comme vicaire-directeur du séminaire.

Art. 8. Les évêques, dont les sièges sont supprimés par le présent décret, pourront être élus aux évêchés actuellement vacants, ainsi qu'à ceux qui vaqueront par la suite, ou qui sont érigés en quelques départements, encore qu'ils n'eussent pas quinze années d'exercice.

Art. 9. Les curés et autres ecclésiastiques qui, par l'effet de la nouvelle circonscription des diocèses, se trouveront dans un diocèse différent de celui où ils exerçaient leurs fonctions, seront réputés les avoir exercées dans leur nouveau diocèse, et ils y seront en conséquence éligibles, pourvu qu'ils aient d'ailleurs le temps d'exercice ci-devant exigé.

Art. 10. Pourront aussi être élus les curés actuels qui auraient dix années d'exercice dans une cure du diocèse, encore qu'ils n'eussent pas auparavant rempli les fonctions de vicaire.

Art. 11. Il en sera de même des curés dont les paroisses auraient été supprimées, en vertu du présent décret; et il leur sera compté, comme temps d'exercice, celui qui se sera écoulé depuis la suppression de leur cure.

Art. 12. Les missionnaires, les vicaires généraux des évêques, les ecclésiastiques desservant les hôpitaux, ou chargés de l'éducation publique, seront pareillement éligibles, lorsqu'ils auront rempli leurs fonctions pendant quinze ans à compter de leur promotion au sacerdoce.

Art. 13. Seront pareillement éligibles tous dignitaires, chanoines, et en général tous bénéficiers et titulaires qui étaient obligés à résidence, ou exerçaient des fonctions ecclésiastiques, et dont les bénéfices, titres, offices ou emplois se trouvent supprimés par le présent décret, lorsqu'ils auront quinze années d'exercice comptées, comme il est dit des curés dans l'article 11.

Art. 14. La proclamation de l'élu se fera par le président de l'assemblée électorale dans l'église où l'élection aura été faite, en présence du peuple et du clergé, et avant de commencer la messe solennelle qui sera célébrée à cet effet.

Art. 15. Le procès-verbal de l'élection et de la proclamation sera envoyé au roi par le président de l'assemblée des électeurs, pour donner à Sa Majesté connaissance du choix qui aura été fait.

Art. 16. Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui qui aura été élu à un évêché, se présentera en personne à son évêque métropolitain, et s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection et de proclamation, et il le suppliera de lui accorder la confirmation canonique.

Art. 17. Le métropolitain ou l'ancien évêque aura la faculté d'examiner l'élu en présence de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs. S'il le juge capable, il lui donnera l'institution canonique; s'il croit devoir la lui refuser, les causes du refus seront données par écrit signées du métropolitain et de son conseil, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par voie d'appel comme d'abus, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. 18. L'évêque, à qui la confirmation sera demandée, ne pourra exiger de l'élu d'autre ser-

ment, sinon qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

Art. 19. Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au Pape pour en obtenir aucune confirmation; mais il lui écrira comme au chef visible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi, et de la communion qu'il doit entretenir avec lui.

Art. 20. La consécration de l'évêque ne pourra se faire que dans son église cathédrale par son métropolitain, ou à son défaut par le plus ancien évêque de l'arrondissement de la métropole, assisté des évêques des deux diocèses les plus voisins, un jour de dimanche pendant la messe paroissiale, en présence du peuple et du clergé.

Art. 21. Avant que la cérémonie de la consécration commence, l'évêque prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du clergé, le serment solennel de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale, et acceptée par le roi.

Art. 22. L'évêque aura la liberté de choisir les vicaires de son église cathédrale dans tout le clergé de son diocèse, à la charge par lui de ne pouvoir nommer que des prêtres qui auront exercé des fonctions ecclésiastiques au moins pendant dix ans; il ne pourra les destituer que de l'avis de son conseil, et par une délibération qui y aura été prise à la pluralité des voix en connaissance de cause.

Art. 23. Les curés actuellement établis en aucunes églises cathédrales, ainsi que ceux des paroisses qui seront supprimées pour être réunies à l'église cathédrale, et en former le territoire, seront de plein droit, s'ils le demandent, les premiers vicaires de l'évêque, chacun suivant l'ordre de leur ancienneté dans les fonctions pastorales.

Art. 24. Les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du séminaire seront nommés par l'évêque et son conseil, et ne pourront être destitués que de la même manière que les vicaires de l'église cathédrale.

Art. 25. L'élection des curés se fera dans la forme prescrite, et par les électeurs indiqués dans le décret du 22 décembre 1789, pour la nomination des membres de l'assemblée administrative du district.

Art. 26. L'assemblée des électeurs pour la nomination aux cures se formera tous les ans à l'époque de la formation des assemblées de district, quand même il n'y aurait qu'une seule cure vacante dans le district, à l'effet de quoi les municipalités seront tenues de donner avis au procureur-syndic du district, de toutes les vacances de cures qui arriveront dans leur arrondissement par mort, démission ou autrement.

Art. 27. En convoquant l'assemblée des électeurs, le procureur-syndic enverra à chaque municipalité la liste de toutes les cures auxquelles il faudra nommer.

Art. 28. L'élection des curés se fera par scrutins séparés pour chaque cure vacante.

Art. 29. Chaque électeur, avant de mettre son bulletin dans le vase du scrutin, fera serment de ne nommer que celui qu'il aura choisi en son âme et conscience, comme le plus digne, sans y avoir été déterminé par dons, promesses, sollicitations ou menaces. Ce serment sera prêté pour l'élection des évêques, comme pour celle des curés.

Art. 30. L'élection des curés ne pourra se faire ou être commencée qu'un jour de dimanche dans

la principale église du chef-lieu du district, à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle tous les électeurs seront tenus d'assister.

Art. 31. La proclamation des élus sera faite par le président du corps électoral dans l'église principale avant la messe solennelle, qui sera célébrée à cet effet, et en présence du peuple et du clergé.

Art. 32. Pour être éligible à une cure, il sera nécessaire d'avoir rempli les fonctions de vicaire dans une paroisse, ou dans un hôpital et autre maison de charité du diocèse, au moins pendant cinq ans.

Art. 33. Les cures, dont les paroisses seront supprimées en exécution du présent décret, pourront être élus, encore qu'ils n'eussent pas cinq années d'exercice dans le diocèse.

Art. 34. Seront pareillement éligibles aux cures, tous ceux qui ont été ci-dessus déclarés éligibles aux évêchés, pourvu qu'ils aient aussi cinq années d'exercice.

Art. 35. Celui qui aura été proclamé élu à une cure se présentera en personne à l'évêque avec le procès-verbal de son élection et proclamation, à l'effet d'obtenir de lui l'institution canonique.

Art. 36. L'évêque aura la faculté d'examiner l'élu en présence de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs: s'il le juge capable, il lui donnera l'institution canonique; s'il croit devoir la lui refuser, les causes du refus seront données par écrit, signées de l'évêque et de son conseil, sauf aux parties le recours à la puissance civile, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. 37. En examinant l'élu qui lui demandera l'institution canonique, l'évêque ne pourra exiger de lui d'autre serment, sinon qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

Art. 38. Les curés, élus et institués, prêteront le même serment que les évêques dans leur église, un jour de dimanche, avant la messe paroissiale, en présence des officiers municipaux du lieu, du peuple et du clergé: jusque-là ils ne pourront faire aucunes fonctions curiales.

Art. 39. Il y aura, tant dans l'église cathédrale que dans chaque église paroissiale, un registre particulier, sur lequel le secrétaire-greffier de la municipalité du lieu écrira, sans frais, le procès-verbal de la prestation de serment de l'évêque ou du curé: il n'y aura pas d'autre acte de prise de possession que ce procès-verbal.

Art. 40. Les évêchés et les cures seront réputés vacants, jusqu'à ce que les élus aient prêté le serment ci-dessus mentionné.

Art. 41. Pendant les vacances du siège épiscopal, le premier, et, à son défaut, le second vicaire de l'église cathédrale, remplacera l'évêque, tant pour les fonctions curiales que pour les actes de juridiction qui n'exigent pas le caractère épiscopal: mais en tout il sera tenu de se conduire par les avis du conseil.

Art. 42. Pendant la vacance d'une cure, l'administration de la paroisse sera confiée au premier vicaire, sauf à y établir un vicaire de plus, si la municipalité le requiert; et dans le cas où il n'y aurait pas de vicaire dans la paroisse, il y sera établi un desservant par l'évêque.

Art. 43. Chaque curé aura le droit de choisir ses vicaires; mais il ne pourra fixer son choix que sur les prêtres, ordonnés ou admis dans le diocèse par l'évêque.

Art. 44. Aucun curé ne pourra révoquer ses vicaires que pour des causes légitimes, jugées telles par l'évêque et son conseil.

TITRE III.

Du traitement des ministres de la religion.

Art. 1^{er}. Les ministres de la religion exerçant les premières et les plus importantes fonctions de la société, et obligés de résider continuellement dans le lieu du service, auquel la confiance des peuples les a appelés, seront défrayés par la nation.

Art. 2. Il sera fourni à chaque évêque, à chaque curé et aux desservants des annexes et succursales, un logement convenable, à la charge par eux d'y faire toutes les réparations locatives, sans entendre rien innover, quant à présent, à l'égard des paroisses où le logement du curé est fourni en argent, et sauf aux départements à prendre connaissance des demandes qui seront formées par les paroisses et par les curés. Il leur sera, en outre, assigné à tous le traitement qui va être réglé.

Art. 3. Le traitement des évêques sera, savoir :
Pour l'évêque de Paris, de 50,000 livres ;
Pour les évêques des villes, dont la population est de 50,000 âmes et au-dessus, de 20,000 livres ;
Pour tous les autres évêques, de 12,000 livres.

Art. 4. Le traitement des vicaires des églises cathédrales sera, savoir :

À Paris, pour le premier vicaire, de 6,000 livres ;

Pour le second, de 4,000 livres ;
Pour tous les autres vicaires, de 3,000 livres ;

Dans les villes dont la population est de 50,000 âmes et au-dessus : Pour le premier vicaire, de 4,000 livres ;

Pour le second, de 3,000 livres ;
Pour tous les autres, de 2,400 livres ;

Dans les villes dont la population est de moins de 50,000 âmes : Pour le premier vicaire, de 3,000 livres ;

Pour le second, de 2,400 livres ;
Pour tous les autres, de 2,000 livres.

Art. 5. Le traitement des curés sera, savoir :

À Paris, de 6,000 livres ;
Dans les villes dont la population est de 50,000 âmes et au-dessus, de 4,000 livres ;

Dans celles dont la population est de moins de 50,000 âmes et de plus de 10,000 âmes, de 3,000 livres ;

Dans les villes et bourgs dont la population est au-dessous de 10,000 âmes, et au-dessus de 3,000 âmes, de 2,400 livres ;

Dans toutes les autres villes et bourgs, et dans les villages, lorsque la paroisse offrira une population de 3,000 âmes et au-dessous, jusqu'à 2,500 ; de 2,000 livres, lorsqu'elle en offrira une de 2,500 âmes jusqu'à 2,000, de 1,800 livres ; lorsqu'elle en offrira une de moins de 2,000, et de plus de 1,000, de 1,500 livres ; et lorsqu'elle en offrira une de 1,000 âmes et au-dessous, de 1,200 livres.

Art. 6. Le traitement des vicaires sera, savoir :
à Paris, pour le premier vicaire, de 2,400 livres ;
pour le second, de 1,500 livres ; et pour tous les autres, de 1,000 livres.

Dans les villes, dont la population est de 50,000 âmes et au-dessus, pour le premier vicaire, de 1,200 livres ; pour le second, de 1,000 livres ; et pour tous les autres, de 800 livres.

Dans toutes les autres villes et bourgs, où la population sera plus de 3,000 âmes, de 800 livres pour les deux premiers vicaires, et de 700 livres pour tous les autres.

Dans toutes les autres paroisses de ville et de campagne, de 700 livres pour chaque vicaire.

Art. 7. Le traitement en argent des ministres de la religion leur sera payé d'avance, de trois mois en trois mois, par le trésorier du district, à peine pour lui d'y être contraint par corps, sur une simple sommation ; et dans le cas où l'évêque, curé ou vicaire, viendrait à mourir ou à donner sa démission, avant la fin du quartier, il ne pourra être exercé, contre lui ni contre ses héritiers, aucune répétition.

Art. 8. Pendant la vacance des évêchés, des cures et de tous offices ecclésiastiques, payés par la nation, les fruits du traitement qui y est attaché seront versés dans la caisse du district, pour subvenir aux dépenses dont il va être parlé.

Art. 9. Les curés qui, à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités, ne pourraient plus vaquer à leurs fonctions, en donneront avis au directoire du département, qui, sur les instructions de la municipalité et de l'administration du district, laissera à leur choix, s'il y a lieu, ou de prendre un vicaire de plus, lequel sera payé par la nation, sur le même pied que les autres vicaires, ou de se retirer avec une pension égale au traitement qui aurait été fourni au vicaire.

Art. 10. Pourront aussi les vicaires, aumôniers des hôpitaux, supérieurs de séminaires, et tous autres exerçant des fonctions publiques, en faisant constater leur état de la manière qui vient d'être prescrite, se retirer avec une pension de la valeur du traitement dont ils jouissaient, pourvu qu'il n'exécède pas la somme de 800 livres.

Art. 11. La fixation, qui vient d'être faite du traitement des ministres de la religion, aura lieu à compter du jour de la publication du présent décret ; mais seulement pour ceux qui seront pourvus, par la suite, d'offices ecclésiastiques. À l'égard des titulaires actuels, soit ceux dont les offices sont conservés, leur traitement sera fixé par un décret particulier.

Art. 12. Au moyen du traitement qui leur est assuré par la présente Constitution, les évêques, les curés et leurs vicaires exerceront gratuitement les fonctions épiscopales et curiales.

TITRE IV.

De la loi de la résidence.

Art. 1^{er}. La loi de la résidence sera régulièrement observée ; et tous ceux qui seront revêtus d'un office ou emploi ecclésiastique y seront soumis sans aucune exception ni distinction.

Art. 2. Aucun évêque ne pourra s'absenter, chaque année, pendant plus de quinze jours consécutifs, hors de son diocèse, que dans le cas d'une véritable nécessité, et avec l'agrément du directoire du département, dans lequel son siège sera établi.

Art. 3. Ne pourront pareillement les curés et les vicaires s'absenter du lieu de leurs fonctions, au delà du terme qui vient d'être fixé, que pour des raisons graves, et même, en ce cas, seront tenus les curés d'obtenir l'agrément, tant de leur évêque que du directoire de leur district ; les vicaires, la permission de leur curé.

Art. 4. Si un évêque ou un curé s'écartait de la loi de la résidence, la municipalité du lieu en donnerait avis au procureur général syndic du département, qui l'avertirait par écrit de rentrer dans son devoir, et, après sa seconde monition, le poursuivrait pour le faire déclarer déchu de son traitement pour tout le temps de son absence.

Art. 5. Les évêques, les curés et les vicaires ne pourront accepter de charges, d'emplois ou de commissions qui les obligeraient de s'éloigner de leur diocèse ou de leur paroisse, ou qui les enlèveraient aux fonctions de leur ministère, et ceux qui en sont actuellement pourvus seront tenus de faire leur option dans le délai de trois mois, à compter de la notification qui leur sera faite du présent décret, par le procureur général syndic de leur département, sinon et après l'expiration de leur délai, leur office sera réputé vacant, et il leur sera donné un successeur en la forme ci-dessus prescrite.

Art. 6. Les évêques, les curés et les vicaires pourront, comme citoyens actifs, assister aux assemblées primaires et électorales, y être nommés électeurs, députés aux législatures, élus membres du conseil général de la commune et du conseil des administrations de district et des

départements. Mais leurs fonctions sont déclarées incompatibles avec celles de maires et autres officiers municipaux et des membres des directoires de district et de département; et s'ils étaient nommés, ils seraient tenus de faire leur option.

Art. 7. L'incompatibilité, mentionnée dans l'article 6, n'aura effet que pour l'avenir; et si aucuns évêques, curés ou vicaires ont été appelés par les vœux de leurs concitoyens aux offices de maire et autres municipaux, ou nommés membres des directoires de district et de département, ils pourront continuer d'en exercer les fonctions.

G.-F. DE BONNAY, *président.*

P. DE DELLEY, ROBESPIERRE, POPULUS, DUPONT (*de Nemours*), GARAT, *ainé*, REGNAUD (*de Saint-Jean-d'Angely*), *secrétaires.*

TABLEAU des métropoles et évêchés.

NOMS des ARRONDISSEMENTS métropolitains.	SIÈGES des MÉTROPOLES.	NOMS des DÉPARTEMENTS.	SIÈGES des ÉVÊCHÉS.	NOMS des ARRONDISSEMENTS métropolitains.	SIÈGES des MÉTROPOLES.	NOMS des DÉPARTEMENTS.	SIÈGES des ÉVÊCHÉS.
Des côtes de la Manche...	Rouen...	Seine-Inférieure. Calvados..... La Manche..... L'Orne..... L'Eure..... L'Oise..... La Somme..... Le Pas-de-Calais. La Marne..... La Meuse..... La Meurthe.....	Rouen. Bayeux. Coutances. Séez. Evreux. Beauvais. Amiens. Saint-Omer. Reims. Verdun. Nancy.	Du Sud-Ouest.	Bordeaux.	La Gironde..... La Vendée..... La Charente-Infér. Les Landes..... Lot-et-Garonne.. La Dordogne..... Le Corrèze..... La Haute-Vienne. La Charente..... Les Deux-Sèvres. La Haute-Gar... Le Gers..... Les Basses-Pyrén. Les Hautes-Pyrén.	Bordeaux. Luçon. Saintes. Dax. Agen. Périgueux. Tulle. Limoges. Angoulême. Saint-Maixent. Toulouse. Auch. Oleron. Tarbes. Pamiers. Perpignan. Narbonne. Rodez. Cahors. Alby. Aix. Bastia. Fréjus. Digne. Embrun. Valence. Mende. Nîmes. Béziers. Lyon. Clermont. Saint-Flour. Le Puy. Viviers. Grenoble. Belley. Autun.
Du Nord-Est...	Reims...	La Moselle..... Les Ardennes... L'Aisne..... Le Nord..... Le Doubs..... Le Haut-Rhin... Le Bas-Rhin... Les Vosges..... La Haute-Saône. La Haute-Marne. La Côte-d'Or... Le Jura.....	Metz. Sedan. Soissons. Cambrai. Besançon. Colmar. Strasbourg. Saint-Diez. Vesoul. Langres. Dijon. Saint-Claude.	Du Sud.....	Toulouse.	L'Ariège..... Les Pyrén.-Orient. L'Aude..... L'Aveyron..... Le Lot..... Le Tarn..... Les Bouch-du-Rh. La Corse..... Le Var..... Les Basses-Alpes. Les Hautes-Alpes. La Drôme..... La Lozère..... Le Gard..... L'Hérault..... Rhône-et-Loire. Le Puy-de-Dôme. Le Cantal..... La Haute-Loire.	Toulouse. Narbonne. Rodez. Cahors. Alby. Aix. Bastia. Fréjus. Digne. Embrun. Valence. Mende. Nîmes. Béziers. Lyon. Clermont. Saint-Flour. Le Puy. Viviers. Grenoble. Belley. Autun.
De l'Est.....	Besançon.	Le Finistère... Le Morbihan... La Loire-Infér... Mayenne et Loire La Sarthe..... La Mayenne..... Paris..... Seine-et-Oise... Eure-et-Loir... Le Loiret.....	Saint-Dieuz. Vesoul. Langres. Dijon. Saint-Claude. Rennes. Saint-Brieuc. Quimper. Vannes. Nantes. Angers. Le Mans. Laval. Paris. Versailles. Chartres. Orléans.	Des côtes de la Méditerranée.....	Aix.....	Les Basses-Alpes. Les Hautes-Alpes. La Drôme..... La Lozère..... Le Gard..... L'Hérault..... Rhône-et-Loire. Le Puy-de-Dôme. Le Cantal..... La Haute-Loire. L'Ardeche..... L'Isère..... L'Ain..... Saône-et-Loire..	Digne. Embrun. Valence. Mende. Nîmes. Béziers. Lyon. Clermont. Saint-Flour. Le Puy. Viviers. Grenoble. Belley. Autun.
Du Nord-Ouest.	Rennes...	Le Finistère... Le Morbihan... La Loire-Infér... Mayenne et Loire La Sarthe..... La Mayenne..... Paris..... Seine-et-Oise... Eure-et-Loir... Le Loiret.....	Quimper. Vannes. Nantes. Angers. Le Mans. Laval. Paris. Versailles. Chartres. Orléans.	Du Sud-Est...	Lyon.....	Le Puy-de-Dôme. Le Cantal..... La Haute-Loire. L'Ardeche..... L'Isère..... L'Ain..... Saône-et-Loire..	Le Puy. Viviers. Grenoble. Belley. Autun.
De Paris.....	Paris.....	Seine-et-Oise... Eure-et-Loir... Le Loiret..... L'Yonne..... L'Aube..... Seine-et-Marne.. Le Cher..... Loir-et-Cher... L'Indre-et-Loire. La Vienne..... L'Indre..... La Creuse..... L'Allier..... La Nièvre.....	Versailles. Chartres. Orléans. Sens. Troyes. Meaux. Bourges. Blois. Tours. Poitiers. Châteauroux. Guéret. Moulins. Nevers.	Métropole du Centre.....	Bourges..		